

## Une bonne nouvelle pour la nouvelle année

# A

u seuil de cette nouvelle année qu'on nous promet difficile, mais que nous vous souhaitons malgré tout propice à vos projets, nous aimerions passer un message encourageant.

Le dialogue social en France n'est pas condamné à n'être qu'une mascarade. L'histoire que nous allons vous raconter (voir Le Monde du 21 décembre) donne confiance en l'avenir : le pire n'est jamais sûr !

En décembre 2009, l'usine Bosch de Vénissieux, équipementier automobile, filiale du groupe allemand de 300 000 salariés, semblait promise à une fermeture rapide. Elle y a échappé au prix d'une reconversion exigeante, pour laquelle se sont mobilisés, pendant un an, notamment, les directions de Bosch France et de l'usine, plusieurs dirigeants du groupe allemand, et l'ensemble des syndicats.

«Un dialogue social à l'allemande, dans une usine bien française, avec une CFDT majoritaire et une CGT en embuscade, a permis de sauver l'usine et 400 emplois». Le 3 décembre 2009, Marc Soubitez, secrétaire CFDT du CE de l'usine, rencontre le patron de Bosch France, Guy Maugis, qui lui apprend que la production de Vénissieux (pompe diesel) est condamnée, qu'il n'y a pas d'alternative dans la filière automobile et que Bosch va fermer le site.

A travers sa fonction de vice-président du CE européen, Marc Soubitez et le président du directoire de Bosch, Franz Fehrenbach, se connaissent et s'estiment. L'élus CFDT obtient un an de sursis et la création d'une commission de réindustrialisation pour trouver une nouvelle fabrication ou un partenaire extérieur.

Pendant cette année de transition, il n'y aura pas une journée de grève à Vénissieux. Les syndicats, malgré des frictions, avancent ensemble et font la tournée des élus locaux. En septembre, n'ayant encore aucune perspective, le leader CFDT «est revenu sur les chaînes de montage pour discuter avec les gars». «A l'époque, dit Alain Laurent, délégué CFE-CGC, la maîtrise a eu beaucoup à faire pour canaliser les énergies négatives». La direction, de son côté, met en place une cellule de soutien psychologique.

La situation se dénouera début décembre, lorsque le directoire de Bosch décide d'investir 25 millions pour reconverter l'usine et en faire la tête de pont du photovoltaïque en Europe du sud et au Maghreb.

A l'inverse, l'affaire SeaFrance, montre qu'une dérive dans la gestion du dialogue social est pratiquement à l'origine des difficultés financières de l'entreprise et du capotage des négociations de reprise, puisque, d'après un leader central CFDT, la CFDT SeaFrance «n'aurait pas voulu étudier les offres de reprise d'autres compagnies par simple idéologie, considérant que leur activité ne devait pas tomber entre les mains du privé».

«Un système CFDT» se serait progressivement installé dans l'entreprise. La direction y aurait consenti, escomptant ainsi acheter «la paix sociale», juge Philippe Hénon, le rédacteur en chef du journal Nord Littoral, qui a enquêté dans le port de Calais.

Le journaliste affirme que le syndicat dirige l'entreprise et décide des embauches, des promotions, des avantages accordés aux salariés, notamment des congés négatifs, c'est-à-dire en bonus de leur solde légal. Les faits ne seraient pas récents. En mars 2009, la Cour des comptes pointait déjà de nombreux dysfonctionnements. Entre autres que l'absentéisme a augmenté au sein de SeaFrance bien plus vite que les effectifs des salariés : +28 % de journées d'absence entre 2004 et 2007.

Où l'on voit d'un côté un cercle vertueux se mettre en place et de l'autre côté un cercle vicieux renvoyant dos à dos direction et syndicats car ce sont bien des pratiques managériales anciennes autorisant l'anarchie pour acheter la paix sociale qui ont permis de telles dérives.

Par nature, étant optimistes, nous préférons ne retenir que l'exemple du site Bosch qui montre que le respect mutuel entre direction et partenaires sociaux, et l'habitude d'échanger dans la transparence, produisent des relations de solidarité dont l'entreprise et ses salariés profitent ensemble.

NB : chers lecteurs, après 5 ans d'existence, la périodicité de cette Brève devient dorénavant bimestrielle.

